

Délibération affichée à l'Hôtel de Ville  
et transmise au représentant de l'Etat  
le 23 mars 2021

## CONSEIL DE PARIS

### Extrait du registre des délibérations

-----

**Séance des 9, 10 et 11 mars 2021**

**2021 V.103** Vœu relatif aux associations engagées sur la question du chemsex.

#### **Le Conseil de Paris,**

Considérant les alertes répétées des acteurs de la prévention et de la santé concernant une pratique risquée associant la prise de drogues à des activités sexuelles, également appelée “*Chemsex*” pour chemical-sex, ou “*sexe sous produits chimiques*” ;

Considérant le développement de cette pratique ces dix dernières années suite au succès rencontré par les applications de rencontre et aux nouveaux produits de synthèse accessibles à bas coût sur internet (notamment GBL) ;

Considérant le fait que cette pratique, si elle n'est pas l'exclusivité d'un public spécifique, semble s'être particulièrement développée chez les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), d'après les témoignages recueillis par les associations de lutte contre le VIH et la toxicomanie ;

Considérant sa diffusion à Paris, en France et en Europe, notamment au sein de la communauté LGBTQI+ ;

Considérant l'absence de données consolidées et fiables sur l'ampleur, notamment en termes sanitaires, du phénomène mais que les retours des associations de terrain permettent de poser un constat d'existence de *sex-parties* faisant courir des risques mortels à leurs participant.e.s, du fait de la combinaison de plusieurs facteurs (prévention sexuelle inappropriée au contexte, connaissance partielle ou insuffisante des dangers liés à l'usage des drogues et à leurs combinaisons, forte prévalence au VIH, VHC et autres IST) ;

Considérant que s'engager dans une relation sexuelle alors que l'on est sous l'emprise d'une drogue peut conduire à des rapports non protégés, augmentant le risque d'infections sexuellement transmissibles ;

Considérant le fait qu'une personne pratiquant le *chemsex* a 7 fois plus de risques de contracter le VIH, et 9 fois plus de contracter l'hépatite C, que lors d'un rapport sexuel sans consommation de drogue, d'après l'étude publiée en mai 2018 par le British HIV Association ;

Considérant les témoignages sur les conséquences sociales, professionnelles de ces nouvelles addictions et les risques que comportent leur usage ;

Considérant l'article dans le New York Times du 22 janvier 2020 de Jim Mangia, directeur d'un réseau de centres de soins communautaires à Los Angeles, appelant les autorités publiques à améliorer la gestion du phénomène du *chemsex* en matière de prévention des risques et d'information ;

Considérant l'article de Slate du 4 mars 2021 de Thibaut Jedrzejewski, médecin généraliste travaillant principalement sur les addictions et la santé gay, alertant sur les risques liés à ces pratiques ainsi que sur l'ampleur du phénomène, notamment en termes de mortalité,

Considérant la publication récente du roman *Chems* de l'écrivain et journaliste Johann Zarca qui a mis en lumière la diffusion de ces pratiques en dehors de la communauté LGBTQI+ ;

Considérant que la Ville de Paris dispose des moyens et de partenariats pour mettre en place une politique de prévention sanitaire et sociale concourant à la réduction des risques liés à l'usage de drogues et à la lutte contre le VIH-sida ;

Considérant que le *chemsex* présente par ailleurs les mêmes risques que toute consommation de drogue, dont les overdoses, crises d'angoisse, convulsions, pertes de conscience, paranoïa et anxiété, mais aussi les agressions sexuelles, car les drogues peuvent altérer la capacité à discerner ou à exprimer l'absence de consentement ;

Considérant les demandes des acteurs de terrain d'une réponse s'appuyant sur la prévention sexuelle (dépistage, accès aux traitements PREP ou TASP) et sur une démarche de réduction des risques liés à l'usage de drogues (accès aux outils de réduction des risques liés à l'injection ou à l'inhalation, dispositifs d'analyse de produits, information sur les bonnes pratiques de consommation) ;

Considérant que le plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022 dispose que soient élaborées des stratégies de réponse aux usages problématiques en cours d'extension, notamment la pratique du *chemsex*.

Considérant le vœu voté en conseil de Paris de Mars 2019 prévoyant une évaluation du phénomène du *chemsex* et l'élaboration d'une stratégie de prévention

Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu:

- La Mairie de Paris réunisse très rapidement les associations engagées sur la question du *chemsex* pour mieux appréhender le phénomène et proposer ensemble des modes d'action ayant fait leurs preuves ;
- La Ville de Paris élabore, en lien avec ces associations, un plan parisien d'information et de réduction des risques sur le *chemsex* avant la fin de l'année 2021.